



# **Pour le droit à l'auto-détermination du peuple palestinien**

L'Autorité Palestinienne va déposer une demande de reconnaissance de l'Etat de Palestine aux Nations Unies. Une initiative permettant d'isoler Israël sur la scène diplomatique, et de donner dans le même temps, même symboliquement, un poids plus grand à la défense des droits du peuple palestinien serait une avancée.

Pourtant les critiques se multiplient depuis la Palestine et les camps de réfugiés. Elles attirent notre attention sur le fait que l'initiative actuelle ne porte pas ces exigences de défense de l'ensemble des droits du peuple palestinien. Elles doivent être écoutées par le mouvement de solidarité !

Les craintes sont réelles devant une initiative portée par la seule Autorité Palestinienne, sans association des forces sociales et politiques de l'ensemble du peuple palestinien, sans transparence sur la démarche. Elles se font d'autant plus vives alors que les droits des réfugiés pourraient être bradés, tout comme la légitimité de l'OLP au profit d'une Autorité Palestinienne très contestée, et dont le mandat est terminé depuis 2 ans.

## **Avant, pendant et après septembre : la lutte pour les droits du peuple palestinien doit s'intensifier**

Des campagnes diplomatiques peuvent être utiles pour faire avancer la légitimité des droits du peuple palestinien. Mais sans rapport de force, sans mobilisation populaire, elles ne permettent jamais d'avoir des conséquences concrètes. Sans ce rapport de force populaire, nous savons bien qu'il n'y aura rien à attendre des Etats, et de leur duplicité. Rien à attendre par exemple d'un Etat Français qui participe à l'extension du blocus des Palestiniens en participant, aux côtés des Etats de l'UE au blocage des flottilles aériennes et maritimes de juillet dernier. Ce même gouvernement qui achète les armes israéliennes, qui renforce ses liens de collaboration militaire et sécuritaire avec cet Etat colonial. Nous devons contraindre l'Etat français à sanctionner Israël et à suspendre tous ses accords de coopération. Et tant que les droits du peuple palestinien ne seront pas respectés, nous boycotterons les institutions israéliennes et nous militerons pour que les entreprises n'investissent plus dans une économie qui sert un système colonial.

D'autant que la période est riche de bouleversements. Le souffle des révolutions arabes est en train de changer la donne. Moubarak, l'un des plus sûrs alliés d'Israël est tombé grâce à une véritable révolution populaire. Depuis quelques semaines, ce sont des dizaines de milliers de manifestant-e-s qui exigent que l'Etat égyptien cesse d'être un supplétif de l'impérialisme dans la région et de mettre fin à la normalisation avec Israël. Un mouvement similaire se développe en Jordanie.

## **Sans justice, pas de paix !**

## **Pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien...de tous ses droits !**

Il n'y aura pas de justice avec un « Etat Palestinien » croupion, fait de bantoustans et sans souveraineté réelle sur sa terre, son espace aérien et maritime. Pas de justice pour le peuple palestinien sans droit au retour dans leurs foyers de tous les réfugiés, sans la fin de la colonisation et de l'occupation, sans la fin du système d'apartheid et des discriminations subies par les Palestiniens d'Israël.

Le mouvement de solidarité dans son ensemble, doit imposer le respect du droit fondamental et inaliénable qu'est celui du droit à l'auto-détermination de tout le peuple palestinien

C'est l'ensemble de ces droits qu'exige le peuple palestinien. C'est le sens que le NPA donne à sa participation pleine et entière à la campagne BDS, campagne que nous devons tous et toutes ensemble contribuer à amplifier.

**Vive la Palestine, vive la lutte du peuple palestinien!**